RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1976 B 01653

Numéro SIREN : 997 888 516

Nom ou dénomination : LEONOR GREYL

Ce dépôt a été enregistré le 21/11/2022 sous le numéro de dépôt 150581

LEONOR GREYL
Société par Actions Simplifiée au Capital de 38.252 euros
Siège Social : 29, rue du Terrage – 75010 PARIS
997 888 516 RCS PARIS

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 30/09/2022

L'AN DEUX MIL VINGT DEUX,

LE TRENTE SEPTEMBRE,

La société de droit américain Léonor Greyl Intl Inc, sise 251 Little Falls Drive, City of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19808-1674 (Etats Unis d'Amérique) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Delaware sous le numéro SR 20184235645-FN 6898797, représentée par Madame Caroline GREYL-BROOKS,

Propriétaire de la totalité des 262 actions de 146 €uros composant le capital social de la société LEONOR GREYL,

Associé unique et Président de ladite société,

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- La réduction de la valeur nominale des actions existantes et l'augmentation du nombre d'actions,
- L'augmentation du capital social par incorporation d'une prime d'émission et d'une somme prélevée sur les Autres Réserves, avec création d'actions nouvelles,
- La modification corrélative des statuts,
- L'affectation au poste Réserve Légale d'une somme prélevée sur les Autres Réserves,
- Tous pouvoirs en vue des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide de diminuer à 1 euro la valeur nominale de 146 euros des 262 actions existantes, par la création de 37.990 actions nouvelles, soit au final 38.252 actions de 1 euro.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de 461.748 euros, par incorporation d'une prime d'émission de 128.222,33 euros puis d'un montant de 333.525,67 euros prélevé sur les Autres Réserves, avec création et attribution de 461.748 actions nouvelles de 1 euro.

TROISIEME DECISION

En conséquence, l'associé unique décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

Article 6 — Apports

.../...

Par décisions du 30 septembre 2022, l'associé unique a décidé de procéder à une réduction de la valeur nominale des actions à un (1) euro, en augmentant leur nombre à TRENTE HUIT MILLE DEUX CENT CINQUANTE DEUX (38.252), puis à une augmentation de capital de QUATRE CENT SOIXANTE ET UN MILLE SEPT CENT QUARANTE HUIT (461.748) EUROS, par incorporation d'une prime d'émission à hauteur de CENT VINGT HUIT MILLE DEUX CENT VINGT DEUX EUROS ET TRENTE TROIS CENTS (128.222,33), puis incorporation des Autres Réserves à hauteur de TROIS CENT TRENTE TROIS MILLE CINQ CENT VINGT CINQ EUROS ET SOIXANTE SEPT CENTS (333.525,67), avec attribution de QUATRE CENT SOIXANTE ET UN MILLE SEPT CENT QUARANTE HUIT (461.748) actions nouvelles de UN (1) euro.

.../...

Le reste de l'article sans changement.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de fixé à la somme de CINQ CENT MILLE (500.000) euros.

Il est divisé en CINQ CENT MILLE (500.000) actions de UN (1) euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées et de même catégorie.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique décide d'affecter au poste Réserve Légale une somme de 46.173,51 euros prélevée sur les Autres Réserves.

CINQUIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes à l'effet de procéder aux formalités légales.

Communication des présentes décisions sera faite au Commissaire aux Comptes.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président / associé unique.

Léonor Greyl Intl Inc
Représentée par Caroline GREYL-BROOKS

LEONOR GREYL

**Société par actions simplifiée
au capital de 500.000 euros**

Siège social : 29, rue du Terrage –75 010 PARIS

997 888 516 R.C.S. PARIS

STATUTS

Mis à jour au 30 septembre 2022

Article 1 Forme

La Société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée par acte sous seing privé en date, à PARIS, des 1^{er} et 24 janvier 1976.

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juin 2001, la Société a été transformée en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance.

Aux termes de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 27 juin 2012, la Société a été transformée en société par actions simplifiée.

La Société est régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le livre II du Code de commerce pris, notamment, en ses articles L, 227-1 et suivants, ainsi que par les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne,

Article 2 — Objet

La Société a pour objet, l'acquisition, l'exploitation même en location-gérance, la vente de tous fonds de commerce de coiffure, traitement du cuir chevelu, kinésithérapie, soins esthétiques, laboratoires de fabrication de produits cosmétiques, vente en gros, demi-gros et détail, et toutes opérations commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Article 3 — Dénomination sociale

La Société a pour dénomination sociale : LEONOR GREYL.

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions Simplifiée » ou des initiales « SAS de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'identification de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés,

Article 4 Siège social

Le siège social est fixé au 29, rue du Terrage - 75 010 PARIS.

Il peut être transféré partout ailleurs en France, en vertu d'une décision du Président de la Société.

Article 5 — Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 — Apports

Lors de la constitution de la Société, il a été procédé à des apports en numéraire à concurrence d'une somme de CENT MILLE (100 000) francs.

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 juin 2001, il a été apporté en numéraire, la somme de TRENTE ET MILLE (31 000) francs, assortie d'une prime d'émission de NEUF CENT SOIXANTE ET UN MILLE (961 000) francs. Ladite prime d'émission a été incorporée au capital social à hauteur de CENT DIX NEUF MILLE NEUF CENT SEIZE FRANCS ET SOIXANTE SEPT CENTIMES (119 916,67).

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 juin 2001, il a été décidé de procéder à la conversion du capital social en euros et le capital social a été, consécutivement, fixé à la somme de TRENTE HUIT MILLE DEUX CENT CINQUANTE DEUX (38 252) euros.

Par décisions du 30 septembre 2022, l'associé unique a décidé de procéder à une réduction de la valeur nominale des actions à un (1) euro, en augmentant leur nombre à TRENTE HUIT MILLE DEUX CENT CINQUANTE DEUX (38.252), puis à une augmentation de capital de QUATRE CENT SOIXANTE ET UN MILLE SEPT CENT QUARANTE HUIT (461.748) EUROS, par incorporation d'une prime d'émission à hauteur de CENT VINGT HUIT MILLE DEUX CENT VINGT DEUX EUROS ET TRENTE TROIS CENTS (128.222,33), puis incorporation des Autres Réserves à hauteur de TROIS CENT TRENTE TROIS MILLE CINQ CENT VINGT CINQ EUROS ET SOIXANTE SEPT CENTS (333.525,67), avec attribution de QUATRE CENT SOIXANTE ET UN MILLE SEPT CENT QUARANTE HUIT (461.748) actions nouvelles de UN (1) euro.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de fixé à la somme de CINQ CENT MILLE (500.000) euros.

Il est divisé en CINQ CENT MILLE (500.000) actions de UN (1) euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées et de même catégorie.

Article 8 — Modification du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, par décision collective des associés ou par décision de l'associé unique,

Article 9 — Libération des actions

Toute souscription d'actions en numéraire, lors d'une augmentation de capital est obligatoirement accompagnée du versement du quart, au moins, du montant nominal des actions souscrites et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable, en une ou plusieurs fois, aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président de la Société.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés, QUINZE (15) jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social. A défaut de libération des actions, à l'expiration du délai fixé par le Président de la Société, les sommes exigibles seront productives, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure, d'un intérêt de retard, calculé jour par jour, à partir de la date d'exigibilité, au taux de l'intérêt légal, majoré de DEUX (2) points, le tout, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 — Forme des actions

Les actions doivent, obligatoirement, revêtir la forme nominative. La propriété des actions résulte, notamment, de leur inscription, au nom du ou des titulaires, sur des comptes et registre tenus, à cet effet, par la Société. A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée, valablement signée par le Président de la Société,

Article 10 — Modalités de la transmission des actions

Les actions sont librement négociables.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de ladite augmentation.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La transmission des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire, ainsi que par le cessionnaire, si les actions ne sont pas entièrement libérées.

La Société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement, soient certifiées par un officier public ou par un maire, sauf dispositions législatives et réglementaires contraires.

- Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements de titres ». La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

10.1, Cessions ou transmissions d'actions entre vifs

- Les cessions ou les transmissions, sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, des actions détenues par l'associé unique sont libres,

En cas de pluralité d'associés, les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, entre associés, s'effectuent librement.

Les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, intervenant au profit de toutes personnes, autres que les associés de la Société, en ce compris, les ascendants, descendants ou conjoint d'un associé, sont soumises à l'agrément du Président de la Société.

- Ce droit d'agrément s'applique à toute cession, mutation ou transmission d'actions, à titre onéreux ou gratuit, intervenant à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, et notamment par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée, ou en vertu d'une décision judiciaire, ou en cas d'échange, donation, apport y compris lorsque les apports sont effectués au titre d'une fusion ou d'une scission et alors même que la cession, mutation ou transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit d'actions.

- La demande d'agrément doit être notifiée, par l'associé cédant, au Président de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, s'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou l'estimation du prix des actions en cas de donation, si le cessionnaire proposé est une personne physique, son, prénom, adresse et nationalité et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, identité des dirigeants et montant du capital.

- Le Président de la Société doit se prononcer sur l'agrément sollicité et notifier sa décision, à l'associé cédant, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les TROIS (3) mois suivant la notification de la demande d'agrément par l'associé cédant. Si aucune réponse n'est intervenue de la part du Président de la Société, dans ce délai, l'agrément est réputé acquis. La décision du Président de la Société n'a pas à être motivée et, en cas de refus, elle ne peut donner lieu à aucune réclamation,

En cas d'agrément du ou des cessionnaires proposés par l'associé cédant, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant, au profit du ou des cessionnaires proposés, aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément et sur présentation de pièces justificatives, lesquelles devront être remises dans le mois suivant la notification de la décision d'agrément émanant du Président de la Société: à défaut de communication des pièces justificatives dans ce délai, l'agrément sera caduc et le cessionnaire devra à nouveau être soumis à l'agrément du Président de la Société, dans les conditions susvisées.

- Le transfert des actions au profit du ou des cessionnaires agréés doit, pareillement, être réalisé dans le mois de la notification de la décision d'agrément émanant du Président de la Société . à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc et le cessionnaire devra à nouveau être soumis à l'agrément du Président de la Société, dans les conditions susvisées.

En cas de refus d'agrément du ou des cessionnaires proposés par l'associé cédant, ce dernier dispose d'un délai de HUIT (8) jours, à compter de la notification de refus d'agrément, pour faire connaître au Président de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire, s'il renonce à son projet de cession d'actions au profit du ou des cessionnaires proposés.

Si l'associé cédant n'a pas renoncé expressément à son projet, dans les conditions prévues ci-dessus, le Président de la Société est tenu, dans le délai de QUINZE (15) jours suivant sa décision de refus d'agrément, de notifier à la collectivité des associés de la Société ou à l'associé unique, individuellement et par lettre recommandée, le nombre d'actions que l'associé cédant envisage de céder, ainsi que le prix de cession proposé et les associés disposent d'un délai de QUINZE (15) jours pour se porter acquéreurs desdites actions.

En cas de demandes excédant le nombre d'actions offertes, il est procédé par le Président de la Société, à une répartition des actions entre lesdits demandeurs, proportionnellement à leur part dans le capital social de la Société et dans la limite de leurs demandes. Si les associés laissent expirer les délais prévus pour les réponses, sans user de leur droit de préemption ou si, après l'exercice de ce droit, il reste encore des actions disponibles, le Président de la Société peut les proposer à un ou plusieurs acquéreurs de son choix.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions préemptées est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Nonobstant l'expertise, la procédure de préemption est poursuivie à la diligence du Président de la Société.

Les frais d'expertise seront supportés, pour moitié, par l'associé cédant et pour moitié par les acquéreurs des actions, au prix fixé par l'expert,

Sauf accord contraire des parties, le prix des actions préemptées est payable à hauteur de la moitié de son montant, comptant, et à hauteur du solde de son montant, à UN (1) an de date, avec faculté de libération anticipée portant sur la totalité de ce solde, à toute époque et sans préavis. En outre, un intérêt au taux de l'intérêt légal est dû depuis la date de notification de la préemption, jusqu'au paiement intégral des sommes dues.

En cas de refus d'agrément du ou des cessionnaires proposés par l'associé cédant, la Société pourra également, avec le consentement de l'associé cédant, racheter les actions de l'associé cédant : dans ce cas, la Société sera tenue dans les SIX (6) mois de ce rachat, de céder les actions ainsi rachetées ou de les annuler au moyen d'une réduction de son capital social. A défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat des actions par la Société est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration d'un délai de TROIS (3) mois à compter de la notification de refus d'agrément, la totalité des actions que l'associé cédant souhaitait céder, n'a pas été rachetée, l'agrément sera considéré comme donné, Toutefois, ce délai de TROIS (3) mois pourra être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

En cas d'augmentation du capital social, par émission d'actions de numéraire, la transmission des droits de souscription, à quelque titre que ce soit, ne s'opère librement qu'au profit des personnes à l'égard desquelles la transmission des actions est elle-même libre aux termes des présents statuts,

La transmission des droits d'attribution d'actions gratuites est soumise aux mêmes conditions que celles des droits de souscription.

Les dispositions du présent article relatives à l'agrément des cessionnaires d'actions, seront applicables à toute cession de valeurs mobilières émises par la Société et donnant ou pouvant donner vocation à recevoir, à tout moment ou à terme, des actions de la Société.

10.2 Transmission d'actions par suite de décès ou de liquidation de communauté légale

La transmission d'actions par voie de succession ou lors de l'attribution d'actions au conjoint non-associé, dans le cas de liquidation de communauté, sont soumises à l'agrément du Président de la Société, dans les conditions visées ci-avant, pour l'agrément des cessions d'actions intervenant au profit de personnes autres que les associés de la Société.

Dans cette hypothèse, les héritiers, ayant-droits et conjoints, doivent justifier de leur qualité, dans les trois mois du décès, par la production, au Président de la Société, de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. En cas de dissolution de la communauté légale, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président de la Société.

Article 11 — Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales, par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, pour toutes les décisions impliquant une modification des statuts de la Société et l'usufruitier aura, consécutivement, le droit de vote pour toutes les décisions n'impliquant pas de modifications statutaires.

Les associés peuvent convenir entre eux, de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors de l'adoption de décisions collectives : dans ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance du Président de la Société, par lettre recommandée adressée au siège social de la Société, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective qui serait adoptée après l'expiration d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

En tout état de cause, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives, même avec voix consultative, lorsque le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Article 12 — Représentation, administration et direction de la Société

12.1 - Président

12.1.1 - Nomination du Président

La Société est gérée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, désignée par une décision collective des associés ou par décision de l'associé unique, pour une durée limitée ou non.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à six mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des associés ou par décision de l'associé unique, Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

12.1.2 Attributions et pouvoirs du Président

Le Président assure l'administration et la direction de la Société, dans les limites de l'objet social. Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Dans les rapports avec les tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Toutefois, la Société est engagée vis-à-vis des tiers même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

12.1.3 Rémunération du Président

Le Président a droit à une rémunération déterminée par une décision collective des associés ou par décision de l'associé unique. En outre, le Président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

12.1.4 Cessation des fonctions du Président

Les fonctions du Président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat, suite à sa démission, son décès ou sa révocation.

Le Président est révocable à tout moment, avec ou sans juste motif, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés statuant à la majorité prévue par l'article 14 des présents statuts, De plus, le Président est révocable par décision de justice pour juste motif.

12.2 - Directeurs Généraux

L'associé unique ou la collectivité des associés peuvent nommer, pour la durée du mandat du Président, un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou personnes morales, associés ou non, chargés d'assister le Président, disposant des mêmes pouvoirs que ce dernier, tant vis-à-vis des tiers, que dans l'ordre interne et soumis aux mêmes limitations de pouvoirs que ce dernier.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeurs Généraux en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le ou les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment, avec ou sans juste motif, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés statuant à la majorité prévue aux présents statuts.

Le ou les Directeurs Généraux ont droit à une rémunération déterminée par une décision collective des associés ou de l'associé unique. En outre, le ou les Directeurs Généraux ont droit au remboursement de leurs frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération éventuelle et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

Article 13 - Commissaires aux Comptes

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires, nommés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, par une décision collective des associés ou par une décision de l'associé unique, pour une durée de six exercices et exerçant leur mission conformément à la loi. Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, démission, décès ou relèvement, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Article 14 — Décisions sociales

14.1.- Conditions générales

Les décisions sociales sont prises, au choix du Président et dans les limites autorisées par la loi, en assemblée générale ou par consultation écrite, ou dans un acte signé par l'associé unique ou la collectivité des associés ou encore par correspondance. Tous moyens de communication vidéo, télécopie, télex, e-mail, etc. peuvent être utilisés pour l'expression des décisions.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale, en cas de pluralité d'associés, les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif ou à l'exclusion d'un associé.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens avant la date de la réunion et le cas échéant dans l'heure. Elle comporte indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion.

Un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital peuvent charger l'un d'entre eux de convoquer une assemblée générale.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit son Président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en-dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance et le secrétaire. L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié du capital est représentée.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai de 30 jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de 30 jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions, Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

En cas de vote par correspondance, tout vote parvenu à la Société, moins de TROIS (3) jours avant la date de l'assemblée, n'est pas pris en compte. Lors de l'adoption des décisions collectives, la présence personnelle de l'associé, annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

- Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par son mandataire (associé), pour autant que les actions dont il est titulaire aient été libérées des versements exigibles.
-
- Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent,
-
- Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur.
-

□ 14.2. - Conditions particulières

- Si la Société ne comprend qu'un seul associé, les décisions ci-après sont de la compétence de l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des associés dans les conditions suivantes :

Décisions prises par des associés représentant plus de la moitié des voix :

- . approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- . nomination, révocation et détermination de la rémunération du Président ;
- . nomination, révocation et détermination de la rémunération du ou des Directeurs Généraux ;
- . nomination des Commissaires aux comptes ; approbation du rapport prévu à l'article L 227-10 du Code de commerce.

Décisions prises par des associés représentant plus des deux tiers des voix :

- . dissolution et liquidation de la Société ;
 - . augmentation et réduction du capital social ;
 - . transformation en une société d'une autre forme ;
 - . fusion, scission et apport partiel d'actif ;
 - . modification ou extension de l'objet social ;
 - . changement de dénomination sociale ;
 - . exclusion d'un associé ;
 - . prorogation de la durée de la Société ;
- et plus généralement toutes modifications statutaires ne relevant pas de l'article L.227-19 du Code de commerce.

Décisions prises à l'unanimité des associés •

Toute décision requérant l'unanimité des associés en application de l'article L. 227-19 du Code de commerce.

Article 15 — Représentation sociale

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles L. 2323-62 à L. 2323-67 du Code du travail. A cette fin, celui-ci les réunira périodiquement et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels,

Article 16 — Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 17 — Comptes annuels — résultats

17.1 Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat,

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi. Il établit également, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

- Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux comptes de la Société dans les conditions légales et réglementaires.

- L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale, approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

17.2 Le compte de résultat récapitule les produits et charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé 5 % au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ; toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique pour être, en totalité ou partie, réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau. Les réserves dont l'assemblée générale des associés ou l'associé unique a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 18 — Dissolution — Liquidation

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la Société par décision collective des associés ou par décision de l'associé unique qui désigne le ou les liquidateurs. La liquidation de la Société est effectuée conformément aux dispositions légales en vigueur, Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 19 — Contestations

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés, ou entre un associé et la Société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement les affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Fait à Paris, le 30 septembre 2022